

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

La protection des minorités sexuelles opprimées dans les WC ayant été largement traitée dans ce numéro, je me contenterai de montrer à quel point on peut sombrer dans l'absurde au nom d'une autre protection érigée en religion, celle de l'environnement.

Certes, je suis comme tout le monde désireuse de collaborer à la protection de la planète, de sa faune et de sa flore. Qui ne le serait pas? Mais il faut cesser de faire n'importe quoi et d'empoisonner la vie des gens sous couleur d'écologie, sans autre résultat que le passage d'un mal à un autre.

Le samedi 18 et le dimanche 19 janvier, pendant les Jeux olympiques de la jeunesse, devaient avoir lieu à Lausanne, dans le cadre du festival Lausanne en Jeux, des matches de volley ball sur neige¹. Soucieux de respecter l'environnement, les organisateurs, notamment la Fédération internationale de volley ball (FIVB), avaient prévu d'utiliser de la neige entièrement recyclée, «en collaboration avec des patinoires locales ainsi que d'autres infrastructures». Tout le monde s'était donc décarcassé pour offrir aux Lausannois, à la place de l'Europe, un spectacle aussi écologique que possible.

Las! Quelques jours avant l'événement, le mardi 14 janvier, «le souhait [a] été exprimé (...) auprès de la FIVB de purement annuler le Snow Volleyball Festival». Pourquoi? Je vous le donne en mille: «Cette suggestion a été faite dans le but d'éviter de heurter les sensibilités qui pourraient être émises par certains.»

*Bien qu'exprimée dans un français déplorable, la réalité est là: un dictateur, probablement multicéphale et très certainement climato-fanatique, **dont on n'ose pas nous révéler le nom**, se permet de donner des ordres, à moins qu'il ne s'agisse de chantage, à des instances sportives, mais aussi politiques – les matches n'auraient pas pu être organisés sans l'aval des autorités lausannoises – lesquelles bastent! Bien sûr, au lieu de supprimer purement et simplement cet événement citoyen, elles trouvent un compromis en l'expédiant à la montagne. Ça fera moins culottes baissées. Il n'en reste pas moins qu'elles cèdent, sans se soucier le moins du monde de la sensibilité des amateurs de volley lausannois ni de la pollution engendrée par le déplacement à Bretaye des plus fervents d'entre eux.*

Le 17 janvier, soit la veille des premiers matches de volley, avait lieu en ville de Lausanne une nouvelle grève du climat, en présence de l'inévitable Greta. Nombre de Lausannois auraient sans doute été heureux de voir «purement annuler» cette nuisance, dans le but de ménager leurs sensibilités.

Mais les Lausannois sont là pour payer et se taire.

Mariette Paschoud

¹ <https://www.20min.ch/ro/news/vaud/story/Evenement-deplace-pour-eviter-des-critiques-24325730>.

De la neutralité du trône

Parmi les sujets qui préoccupent actuellement la planète, on peut citer le réchauffement climatique, le coronavirus et les toilettes pour personnes transgenres. Si l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les deux premiers problèmes soient résolus dans un avenir proche, les choses semblent en revanche beaucoup plus compliquées pour ce qui concerne les latrines du troisième type.

Les personnes concernées, dont on nous assure qu'elles sont plus nombreuses qu'on le croit, et peut-être même de plus en plus nombreuses, ne veulent pas aller dans les toilettes des hommes, ni dans celles des femmes. Le premier réflexe est donc de leur proposer un troisième local, explicitement désigné par un pictogramme finement étudié. Mais – premier écueil – ledit pictogramme, quelles que soient les qualités artistiques du graphiste, se résume généralement à une silhouette mi-masculine mi-féminine, c'est-à-dire à un mélange de deux concepts désormais hautement controversés, qui exacerbent les tensions et les confusions entre les femmes en pantalons et les hommes en djellaba.

Un deuxième écueil vient de ce que la création de toilettes pour personnes transgenres ouvre la porte (au sens figuré) aux revendications d'autres minorités fondées à exiger, elles aussi, des toilettes dédiées. Le sigle originel «LGBT» s'enrichit régulièrement de lettres supplémentaires et on en est déjà aujourd'hui à «LGBTQIA+», en attendant que tout l'alphabet y passe. Imagine-t-on d'interminables alignements de portes aux pictogrammes joyeusement abscons, devant lesquelles s'exprimera tout le désarroi des personnes prises d'un besoin vraiment urgent?

A cela s'ajoute – c'est le troisième écueil – que les personnes transgenres, par crainte d'être identifiées et stigmatisées, ne veulent pas non plus entrer dans des toilettes qui leur seraient explicitement réservées. On pourrait résoudre ce problème simplement en leur proposant une porte sans pictogramme; mais il y aurait alors un risque de confusion avec les placards à balais et les locaux techniques – et on doit tenir compte du fait que les concierges et les techniciens ne souhaitent pas forcément être assimilés à des personnes transgenres.

Une solution beaucoup plus simple, d'ores et déjà envisagée par de nombreux responsables (masculins) d'établissements publics, consiste à créer des toilettes uniques pour tout le monde. Caisse maladie unique, taux d'imposition unique, voie scolaire unique, et maintenant cabinets uniques: on voit qu'on est là tout à fait dans la ligne des revendications égalitaires et progressistes issues du socialisme. Le terme «camarade» ne désigne-t-il pas indistinctement des hommes et des femmes? Il est dès lors naturel que tout le monde passe par la même porte, sublime – quitte à ce qu'elle donne accès à des toilettes turques.

On ne peut toutefois exclure que les femmes, après s'être âprement battues pour obtenir des places isolées dans les parkings, revendiquent tout de même des commodités séparées. On aura alors une première porte pour les hommes, les transgenres, les concierges et les techniciens, sans pictogramme, et une seconde pour les femmes, avec un pictogramme montrant une silhouette aux cheveux courts et en pantalons; ou une burqa sans silhouette.

Ces réflexions vont agiter les esprits démagogues (de *démos*, le peuple, et *gogues*, les toilettes) pendant de nombreuses années encore. Pendant ce temps, plus à l'est, le président Poutine poursuivra sa politique de non-discrimination consistant à occire les terroristes jusque dans les lieux d'aisance, sans s'arrêter au nombre des portes ni à leur signalétique.

Pollux

Le cas Mila

Mila est cette jeune fille de seize ans, lesbienne aux cheveux violets, qui a violemment critiqué l'islam sur les réseaux sociaux. Immédiatement, elle a été la cible d'une campagne haineuse et de menaces de mort, qui ont entraîné sa déscolarisation. On l'a invitée sur les plateaux de télé, où elle a maintenu sa position et la France est aujourd'hui divisée sur la question du *droit au blasphème*.

En France, le délit de blasphème n'existe plus depuis la loi sur la presse de 1881, mais la jurisprudence est subtile depuis l'introduction de la loi Gayssot-Pleven, qui correspond à notre article 261^{bis} du Code pénal suisse: la loi punit les délits d'injure, de diffamation et de provocation à la haine, à la violence ou à la discrimination en raison de l'appartenance ou de la non-appartenance à une religion.

En France, il est possible d'insulter une religion, ses figures et ses symboles, il est en revanche interdit d'insulter les adeptes d'une religion.

La frontière est subtile. Lorsque Mila dit que l'islam est une religion de merde et que son dieu, elle lui fout le doigt dans le c**, elle insulte incontestablement la religion des musulmans, mais elle peut être également considérée, selon la justice pénale qui a ouvert une instruction contre elle, comme méprisant les musulmans eux-mêmes et provoquant la haine contre eux.

D'ailleurs, le 25 octobre 2018, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a validé la condamnation pour [blasphème d'Elisabeth Sabaditsch-Wolff](#), personnalité autrichienne qui avait qualifié le prophète Mahomet de «pédophile» lors d'une conférence du parti d'extrême-droite FPÖ en 2009. La CEDH a estimé que cette déclaration menaçait la préservation de la paix religieuse.

Cette observation de la conférencière était pourtant conforme à la vérité, car il n'est pas nié que le prophète a épousé Aïcha lorsqu'elle avait six ou sept ans et qu'il consumma le mariage lorsqu'elle fut pubère, vers neuf ou dix ans.

Mais ce qu'on peut constater aujourd'hui, c'est que la liberté d'expression s'arrête au moment où la parole pourrait faire de la peine à quelqu'un, à condition que ce quelqu'un fasse partie d'une minorité prétendument brimée: musulmans ou juifs en pays catholique, femmes dans un milieu essentiellement masculin, homosexuels dans une société principalement hétéro, etc..

Là, ce n'est pas l'intention de l'auteur qui est prise en compte, mais la douleur ressentie par la «victime». Plusieurs Etats, dont la Suisse, ont même introduit dans leur législation une interdiction de remettre en question certaines affirmations, au motif que leur abandon serait non seulement préjudiciable à ceux qui les ont propagées, mais aussi à tous ceux qui, de bonne foi, les ont crues. Et la réalité des faits n'est jamais étudiée.

Claude Paschoud

Panneaux de discorde

Jusqu'à une époque récente, les panneaux bleu, noir et blanc placés à proximité des passages de sécurité de la ville de Genève, portaient, en noir, l'image d'un bonhomme à chapeau. Pareille situation n'était plus supportable à notre époque de progrès social!

Mme le maire de Genève Sandrine Salerno, socialiste et féministe tendance échevelée, est donc toute fière et toute réjouie d'avoir fait remplacer la moitié des panneaux machistes par une signalisation représentant différents types – oups! différentes sortes – de bonnes femmes sans chapeau.

Cette opération a coûté 56'000 francs à la Ville de Genève – plus exactement aux contribuables genevois, qui dans leur immense majorité n'avaient rien demandé –, mais c'est évidemment une bagatelle au regard du progrès réalisé en faveur de la cause des femmes.

L'ennui, c'est que presque personne n'est satisfait. Les radins rouspètent parce qu'on gaspille leurs impôts; les femmes libérées se plaignent des jupes et robes que montrent certains panneaux– stéréotypes de genre; les vieilles dames sont fondées à s'offenser qu'on les représente avec une canne – stéréotype d'âgisme; seuls les messieurs ordinaires, les animaux de compagnie, les lézards, les grenouilles et quelques autres grands oubliés de cette galerie de portraits, ferment leur clapet, de crainte d'éclater de rire peut-être.

S'il était vraiment nécessaire de faire injure au bon sens en entrant dans les délires de quelques excitées soutenues par quelques niais, quelques bobos et quelques démagogues, la Ville de Genève aurait pu se contenter de panneaux comportant uniquement les lignes noires du passage de sécurité sur fond blanc et bleu.

Mais c'eût été trop simple et c'eût manqué de moulins stéréotypiques à combattre.

M.P.

Le changement, c'est aujourd'hui

Le monde change. Ce n'est un secret pour personne, mais ce qui ne saute pas forcément aux yeux, c'est la vitesse du changement. Il y a encore deux ans, je n'achetais quasiment rien sur internet. Aujourd'hui, quel que soit mon désir, Amazon le satisfait en quelques heures. Plus besoin de me déplacer dans le centre commercial le plus proche. Au beau milieu de la nuit, depuis mon téléphone, je peux commander à peu près n'importe quel objet.

Alors, c'est vrai, on est en droit de se lamenter sur la mort du commerce de proximité, mais ce genre de chamboulement dans les habitudes de consommation n'est probablement pas une chose contre laquelle on puisse agir de manière efficace. Certains métiers sont appelés à disparaître comme ce fut le cas des dames du téléphone ou des sténographes avec l'amélioration de la technique. La grande différence, c'est qu'aujourd'hui le changement est extrêmement rapide. Ce n'est pas pour rien que l'on voit surgir certaines initiatives prônant un revenu universel, une mauvaise solution pour un vrai problème. L'automatisation de nombreuses tâches va mathématiquement générer un niveau de chômage élevé que l'apparition de nouveaux métiers ne pourra pas compenser. En effet, on ne parle pas de la lente disparition de quelques métiers obsolètes, mais de la disparition de certains types de tâches ne demandant pas un niveau de compétence élevé. Les personnes qui aujourd'hui encore gagnent leur vie de cette manière ne pourront pas facilement se recycler.

Que faire donc? Chercher à freiner le mouvement en mettant des barrières fiscales à l'innovation? Punir les entrepreneurs qui automatisent des tâches en augmentant leur part dans le versement des charges sociales? On peut gager que tout ce qui impliquera une augmentation des recettes fiscales sera vu d'un bon œil par la gauche.

Le capitalisme étant l'alliance du travail et du capital, cette relation implique une certaine osmose. L'un ne survit pas sans l'autre. On est donc en droit d'attendre des entreprises un exercice de responsabilité vis-à-vis de leurs collaborateurs, afin d'organiser une transition en douceur. On peut imaginer que, si un nouveau programme informatique permet de faire une certaine tâche en deux fois moins de temps, l'entrepreneur pourra choisir de partager ce bénéfice entre ses actionnaires et ses employés,

réduisant la journée de travail pour un revenu proportionnellement plus élevé, au lieu de mettre la moitié de son équipe à la porte.

Il est enfin un point essentiel pour construire la société de demain: la formation de nos chères têtes blondes. S'il est vrai que l'école doit nous préparer à affronter les défis qui nous attendent, alors il faut admettre que l'apprentissage de connaissances encyclopédiques n'est plus d'actualité. Loin de moi l'idée de faire un plaidoyer pour les méthodes pédagogiques de l'élève au centre; les enfants doivent apprendre de leurs maîtres avant de pouvoir exprimer leurs propres aptitudes. Mais il est temps de réfléchir aux compétences dont vont avoir besoin nos enfants lors de leur entrée dans la vie active.

Il est évidemment impossible de donner une réponse définitive à cette question, mais on peut explorer quelques pistes. Il est peu probable que l'apprentissage par cœur des capitales africaines soit indispensable, étant donné que cette information se trouve en moins de quinze secondes sur internet. En revanche, résoudre des situations de manière créative, savoir communiquer et faire preuve d'esprit critique sont quelques-unes des compétences qui à mon sens devraient faire partie du cursus scolaire obligatoire.

Michel Paschoud

Crypto AG

Interrogée sur le scandale de Crypto AG, Madame la présidente de la Confédération réserve son avis *jusqu'au moment où les faits seront établis*.

Mais ils le sont et depuis longtemps! Et la réponse que Mme Sommaruga donne au journaliste est une démonstration de sa lâcheté ou de son incompétence.

Crypto AG est une entreprise spécialisée dans le chiffrement des messages, et dont les clients étaient les chancelleries et les services secrets du monde entier, soucieux de préserver le secret de leur correspondance. Le hic, c'est que les propriétaires de cette entreprise étaient la CIA et les services secrets allemands, qui avaient truqué les appareils pour se permettre, à eux-mêmes, de prendre connaissance des messages des clients via une «porte dérobée» indétectable.

Les Américains (et les Allemands, jusqu'en 1990), espionnaient les Etats du monde grâce à une technique suisse acquise en toute confiance auprès d'une entreprise helvétique ayant pignon sur rue.

Informé du scandale, le Conseil fédéral ne réagit pas et M. Kaspar Villiger, à l'époque chef du Département militaire fédéral, affirme encore aujourd'hui qu'il ne savait rien, alors même que Mme Viola Amherd, actuelle patronne de la défense, proclame le contraire.

Le plus consternant de cette affaire, et le plus inquiétant pour notre défense, c'est que M. Villiger est probablement de parfaite bonne foi: une note a bien été transmise au Conseil fédéral et personne n'a songé à attirer expressément son attention sur l'importance de l'objet. La note sera restée sur une pile, parmi d'autres pages A4, entre une information sur la panne de l'ascenseur du jeudi précédent et la démission de la femme de ménage.

C.P.

Gogues et regogues

Il n'y a plus rien à faire dans le canton de Vaud en matière d'instruction et de formation. En effet, grâce aux diverses réformes introduites depuis le milieu du siècle dernier, toutes mieux-faisantes les unes que les autres évidemment, notre système d'enseignement est parfait. Les autorités scolaires peuvent donc enfin se pencher sur un sujet essentiel: les toilettes des établissements cantonaux du secondaire II – les bâtiments scolaires de l'école obligatoire relèvent de la compétence des communes¹.

En gros, il s'agit de fournir aux quelques transsexuels qui acquièrent une formation postobligatoire dans les écoles cantonales la possibilité d'aller au petit coin sans se sentir gênés.

La tête me tourne: à peine ai-je assimilé l'absolue nécessité des «toilettes inclusives» destinées à tout le monde sans distinction d'orientation sexuelle, sans discrimination donc, que le directeur général de l'enseignement postobligatoire vaudois souligne dans la presse le malaise que peuvent éprouver les «trans» dans les toilettes classiques, c'est-à-dire celles où l'on risque de rencontrer des gens ordinaires! Où courir? Où ne pas courir?

Heureusement, «un groupe de travail va se pencher dans les prochains mois sur la question dans le cadre de la construction des deux futurs gymnases vaudois (...)». Nul doute que sera trouvée une solution aussi intelligente que celle des panneaux genevois; par exemple, des WC pour les dames femmes, des WC pour les messieurs hommes, des WC pour les dames hommes et des WC pour les messieurs femmes. De la sorte, tout le monde se sentira à l'aise dans les toilettes des établissements cantonaux, ce qui constituera une grave défaite pour l'inclusivité, mais un grand progrès pour tous les jeunes gens en formation, qui, comme chacun sait, passent leur vie dans les goguenots à l'abri de tout désagrément.

Plus sérieusement, ce qui me dérange dans cette histoire, qui serait anecdotique si elle n'impliquait pas une détestable fausse sollicitude doublée d'un sérieux gaspillage de temps et d'argent, c'est son caractère injurieux à l'égard des transsexuels: on les juge incapables de supporter un léger malaise momentané et, sous couleur de le leur épar-

gner, on envisage des solutions que les désigneront aux malveillants plus clairement qu'un écriteau autour du cou.

M.P.

¹ <https://www.20min.ch/ro/news/vaud/story/Vers-l-introduction-de-WC-pour-transgenres-a-l-ecole-11210931>.

Parabole fiscale française

[La fable qui suit, reçue via un courriel collectif, se promène sur internet depuis plusieurs années. Il m'a paru qu'elle pourrait intéresser les contribuables de notre beau canton. M.P.]

Prenons le cas de dix amis qui se retrouvent chaque soir pour boire une bière et imaginons que l'addition totale se monte à 100 euros. Normalement, cela ferait 10 euros par personne (ça fait cher la bière, mais ce n'est pas le sujet!).

Mais nos dix amis préfèrent payer cette facture collective selon une répartition plus sociale, qui s'inspire du calcul de l'impôt sur le revenu français, ce qui donne ceci:

- Les quatre premiers (les plus «pauvres») ne paient rien.
- Le cinquième paie 1 euro.
- Le sixième paie 3 euros.
- Le septième paie 7 euros.
- Le huitième paie 12 euros.
- Le neuvième paie 18 euros
- Le dernier («le plus riche») paie 59 euros. Total = 100 euros.

Les dix hommes semblent assez contents de leur arrangement et ils continuent à se retrouver chaque soir pour boire leur bière, collectivement, jusqu'au jour où le tenancier décide de leur faire une remise de fidélité.

«Comme vous êtes de bons clients, leur dit-il, j'ai décidé de vous faire une remise de 20 euros sur la facture totale. Vous ne paierez donc désormais vos dix bières que 80 euros.»

Pour respecter les principes d'équité, le groupe décide de réduire l'addition de chacun d'un pourcentage inversement proportionnel à celui de sa contribution individuelle.

Ce qui donne ceci:

- Le cinquième homme, comme les quatre premiers, ne paie plus rien (un «pauvre» de plus!).
- Le sixième paie 2 euros au lieu de 3 (33% de réduction).
- Le septième paie 5 euros au lieu de 7 (28% de réduction).
- Le huitième paie 9 euros au lieu de 12 (25% de réduction).
- Le neuvième paie 14 euros au lieu de 18 (22% de réduction).

· Le dixième paie 50 euros au lieu de 59 (15% de réduction) Total = 80 euros.

Chacun des six «payants» paie moins qu'avant, voire zéro pour le cinquième, et les quatre premiers continuent à boire gratuitement.

Mais une fois hors du bar, chacun compare son économie:

«J'ai seulement eu 1 euro sur les 20 euros de remise», dit le sixième, et il désigne le dixième: «Lui, il a eu 9 euros.»

– Ouais! dit le cinquième, moi aussi j'ai seulement eu 1 euro d'économie. Ce n'est pas juste!

– C'est vrai! s'exclame le septième, pourquoi aurait-il 9 euros alors que je n'en ai eu que 2? Le plus riche a eu le plus gros de la réduction. Ce n'est pas équitable.

– Attendez une minute, crient les quatre premiers hommes, nous quatre n'avons rien eu du tout. Faut pas se laisser faire!

Les neuf hommes cernent le dixième et l'accablent d'insultes.

La nuit suivante le dixième homme ne vient pas.

Les neuf autres s'assoient et boivent leur bière sans lui.

Mais quand arrive le moment de payer leur note, ils découvrent qu'ils n'ont pas assez d'argent pour payer ne serait-ce que la moitié de l'addition.

Et cela, chers assistés, est le strict reflet de notre système d'imposition.

Les gens qui paient le plus de taxes semblent tirer plus de bénéfice d'une réduction de taxe, bénéfice tout relatif...

Mais ils sont les plus gros contributeurs. Taxez-les plus fortement, reprochez-leur d'être riches et ils risquent de ne plus se montrer. En fait ils iront boire à l'étranger... et vous ne boirez plus rien!

Pour ceux qui ont compris, aucune explication n'est nécessaire. Pour ceux qui n'ont pas compris, aucune explication n'est possible.

Ne dites pas...

Ne dites pas: «En ce qui concerne les toilettes unisexes, dont le Musée d'histoire naturelle de Berne est un fervent promoteur, le problème ne réside pas lors de l'usage de ces "WC pour tous", mais lors de leur utilisation à des fins de propagation de l'idéologie sexuellement correcte.» Dites: «En ce qui concerne les toilettes unisexes, dont le Musée d'histoire naturelle de Berne est un fervent promoteur, le problème ne réside pas dans l'usage de ces "WC pour tous", mais dans leur utilisation à des fins de propagation de l'idéologie sexuellement correcte.»

Après le mariage pour tous, voici les toilettes pour tous!

Grâces soient rendues au musée bernois qui, comme c'est son rôle, fait connaître au public les conditions historiques dans lesquelles les humains doivent satisfaire leurs besoins naturels.

Le pinailleur

Soutien

M. Benjamin Griveaux, proche, dit-on, du président Emmanuel Macron et ancien porte-parole du gouvernement français, était candidat à la mairie de Paris. Il s'est retiré de la compétition à la suite d'un scandale déclenché par un prétendu artiste russe et relayé par les réseaux sociaux. Il estime en effet que la protection de sa famille passe avant sa carrière politique.

Je ne connais pas ce monsieur et ne sais pas ce qu'il vaut – probablement ni plus ni moins que la plupart de ses frères en politique, c'est-à-dire pas grand-chose. Il n'en reste pas moins que les méthodes utilisées par les grimpons – ou, dans le cas qui nous occupe, par une sorte de « lanceur d'alerte » à moitié cinglé et peut-être manipulé – pour abattre des candidats à des fonctions politiques prestigieuses sont d'une rare vilénie.

Heureusement, M. Griveaux peut compter sur le soutien de nombreuses personnalités politiques, qui toutes... respectent sa décision de se retirer. Ce soutien-là ne coûte rien à ceux qui l'offrent ni n'apporte rien à celui qui le reçoit. De son côté, le président Macron « a (...) assuré [Benjamin Griveaux] de son soutien “quelle que soit sa décision”, en l'invitant à protéger les siens »¹. Si on comprend bien, M. Macron prend courageusement le parti de son compagnon de route, à condition que celui-ci cède à la pression pour le plus grand soulagement de ses « soutiens ». Élégante façon de laisser tomber un vieil ami.

Il faut être bien au clair sur le fait que, en politique, apporter son soutien à quelqu'un ne signifie jamais prendre sa défense.

M.P.

¹ <https://www.20min.ch/ro/news/monde/story/Municipales--Griveaux-retire-sa-candidature-28871225>.

Bricoles

Péril jaune

Le monde entier a été touché par l'hystérie collective du coronavirus. Oubliées, les prescriptions sécuritaires interdisant le port de masques dans l'espace public! Le masque sanitaire est recommandé, surtout si vous côtoyez un Asiatique. Les victimes

du terrible virus sont moins nombreuses que celles de la grippe banale, et cependant tout est bouleversé: tourisme, exportations, acheminement, échanges...

Il est possible que le virus 2019-NCoV se soit échappé d'un laboratoire chinois qui étudiait un vaccin ou que les Chinois aient réalisé des études cliniques qui ont échappé à leur contrôle. Détail étrange: deux personnes contaminées en Haute-Savoie dans la station de ski de Contamines.

L'Artémisia Collège émet sur son site internet l'hypothèse d'un vaste complot contre l'humanité...(!) (cp)

Performance

Le 10 février, au lendemain de l'élection complémentaire au Conseil d'Etat, **20 minutes** titrait triomphalement: *Une PLR élue, mais c'est la jeunesse qui a gagné.*

En réalité, avec 55,95% des voix au premier tour, c'est bel et bien Christelle Luisier qui a gagné. Et si Juliette Vernier, vitrine de la Grève du climat, a obtenu incontestablement un joli succès d'estime avec ses 22,9%, son taux est tout de même beaucoup plus proche de celui des deux autres candidats malheureux (respectivement 11,69 et 5,16%) que de celui de la Payernoise.

Ce résultat de presque 23% n'est d'ailleurs pas qu'un résultat de la jeunesse. Bien sûr, les partisans majeurs de la chère Greta se sont certainement mobilisés. Mais il ne fait aucun doute que les vieux jeunes du genre – pardon de l'espèce – du prix Nobel de Chimie Jacques Dubochet et d'autres soixante-huitards en quête d'une nouvelle adolescence ont contribué à cette «victoire»; sans oublier les «papas», les «mamans», les «papys» et les «mamys» dans le vent ni les esclaves de la mode de tous âges.

Reste à savoir si cette «prouesse» s'inscrira dans la durabilité si chère à l'écologiquement correct. (mp)

Aide à la presse

Le canton de Vaud s'inquiète de la crise qui menace l'existence des journaux vaudois. Il envisage donc d'introduire un paquet de mesures d'aide publique aux médias, qui coûtera 6,2 millions de francs sur cinq ans.

Je ne vais pas détailler toutes les interventions bienfaites qui seront soumises prochainement au Grand Conseil. Il suffit de savoir que, pour le Conseil d'Etat, la liberté de la presse – laquelle ? – n'en sera aucunement affectée et que le maintien de la diversité des médias est un «enjeu crucial», une «information plurielle» étant nécessaire au débat public.

J'ai beau chercher partout, je n'arrive pas à dénicher cette fameuse diversité qu'il faut maintenir à si haut prix; au point que je me demande s'il arrive au Conseil d'Etat de lire les journaux. (mp)

¹ <https://www.20min.ch/ro/news/vaud/story/Vaud-veut-aider-la-presse-avec-6-2-millions-20520761>.

Municipalité équilibrée

L'unique membre «de droite» de la Municipalité de Lausanne, à savoir le libéral-radical Pierre-Antoine Hildbrand, se plaît dans sa fonction de directeur de la sécurité et de l'économie. Il compte donc se représenter en 2021 et espère être accompagné d'un autre PLR, car «avoir deux PLR à la Municipalité “serait plus équilibré et [...] permettrait d'avancer dans un certain nombre de dossiers où les préoccupations d'une partie de la classe moyenne ne sont pas toujours prises en compte”».

Allez savoir pourquoi, il semble qu'on n'obtiendrait pas cet équilibre avec un UDC...

En tout état de cause, avec un deuxième municipal «de droite», on passerait d'une majorité de six contre un à une majorité de cinq contre deux, ce qui ne ferait pas grande différence, et la classe moyenne ne serait pas mieux prise en compte, son rôle étant, aux yeux de la gauche, de payer des impôts souvent destinés à des projets dont l'utilité ne saute pas aux yeux ou à des gens qui ne paient pas d'impôts. (*mp*)

¹ <https://www.20min.ch/ro/news/vaud/story/Pierre-Antoine-Hildbrand-veut-remplir-19888327>.

Serviteur infidèle?

Un employé de l'Etat de Vaud sympathise activement avec des mouvements écolos prônant la désobéissance civile. Il sert notamment de «contact presse» aux agités d'Extinction Rébellion, dont on sait qu'ils se plaisent à bloquer des lieux de passage et à occuper des locaux d'entreprises; qu'ils se moquent des ordres de la police; qu'ils violent donc la loi.

On s'interroge à l'Etat et dans la presse pour savoir si cette activité est compatible avec son statut de «fonctionnaire», s'il aurait dû en avertir sa hiérarchie, s'il a négligé de respecter un quelconque devoir de réserve.

C'est faire beaucoup de bruit pour rien: puisqu'il s'est trouvé un juge pour acquitter des apôtres du climat qui avaient commis des délits objectifs, il n'y a pas lieu de chercher noise à un paisible citoyen qui se contente de convoquer des journalistes à des occupations d'entreprises non violentes. (*mp*)

Le Pamphlet
Case postale 998
1001 Lausanne
Courriel: courrier@pamphlet.ch
ccp:10-25925-4
Rédacteur responsable: Mariette Paschoud
ISSN 1013-5057